



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 18 MAI AU 31 MAI 2014

AÉRONAUTIQUE

[« MH370, grosse désillusion : l'avion n'a jamais été à l'endroit espéré »](#)

Le Boeing B777-200 ER de Malaysia Airlines disparu le 8 mars dernier ne s'est pas abîmé dans la zone du sud de l'océan Indien, au large de côte de l'Australie, où des signaux acoustiques ont été détectés, ont annoncé jeudi les enquêteurs.

[« Ryanair prend des mesures pour calmer le ras-le-bol de ses pilotes »](#)

Les temps changent chez Ryanair. Si jusqu'à présent Michael O'Leary, le Président-Directeur général (PDG) de la compagnie ne faisait officiellement pas grand cas des velléités de départ de certains de ses pilotes, il semblerait que le sujet commence à être pris au sérieux en interne.

[« Russie – Chine : le projet d'avion civil long courrier n'est pas prêt de décoller »](#)

La Russie et la Chine se rapprochent en vue de produire des avions civils long-courriers. Au regard des difficultés qu'ils connaissent dans leurs programmes actuels, le duopole Boeing-Airbus ne semble pas menacé à court terme.

[« Europe steps up protest against Washington aid for Boeing »](#)

European Union government ministers meeting at the ILA air show in Berlin on Tuesday said they will back a new European Commission (EC) complaint to the World Trade Organization (WTO) over the state of Washington's offer of \$8.7 billion in financial support for Boeing's 777X development.

[« Easy Jet plans to deploy unmanned aircraft to inspect fleet »](#)

UK carrier EasyJet said it will apply new technologies, including operating small unmanned aircraft systems (UAS), to maintain its Airbus fleet.

The airline is also developing 3-D virtual reality and augmented reality technology, customized engineering applications and early fault prognosis. It is installing Panasonic Toughpad tablets in cockpits fleetwide.

EXPORT CONTROL

[« Les républicains veulent armer l'Ukraine et affaiblir la Russie »](#)

Un projet de loi avancé par les sénateurs républicains mi-avril chercheraient à augmenter les sanctions envers la Russie et donner plus de moyens aux Ukrainiens pour vaincre les forces russes présentes dans le pays. Le projet est soutenu par Bob Corker ainsi que par 18 autres républicains incluant Mitch McConnell ou encore John McCain. Tout le gouvernement russe serait touché par les sanctions, y compris et surtout Vladimir Poutine. Toutes les plus grosses sociétés Russes seraient visées y compris des banques et des sociétés spécialisées dans l'exportation d'armes : Sberbank, VTB Bank, Vnesheconombank, Gazprombank, Gazprom, Novatek, Rosneft et Rosoboronexport, ainsi que tous leurs dirigeants et toutes leurs filiales. Jusqu'ici Rosoboronexport, filiale de Rostec dont le dirigeant Sergei Chemezov avait été blacklisté, avait été épargnée par les sanctions américaines (les Etats-Unis étant tenus par un très gros contrat liant le Pentagone à la société pour l'achat de MI-17 utilisés en Afghanistan). Rappelons que Rosoboronexport est un partenaire commercial régulier des plus importantes sociétés françaises du secteur tels que Thales (notamment pour la caméra de vision thermique "Katrine FS"), Safran (notamment avec Snecma pour le programme SaM146), Renault, Technip, ou encore Alcatel-Lucent (projet "pulsar"). Une affaire à suivre de près, d'autant plus que le Sénateur Daniel Coats vient lui aussi de déposer un projet de loi notamment pour réimposer des sanctions sur l'exportateur d'armes Rosoboronexport (puisque



rappelons que sous la présidence Bush, Rosoboronexport était blacklisté).

SPATIAL

[« Sea Launch revient... peut-être »](#)

Plus de quinze mois après le spectaculaire échec du lancement d'Intelsat 27 (plus gros sinistre de l'histoire de l'assurance spatiale : 406,2 M\$), Sea Launch a réussi la mise sur orbite d'Eutelsat 3B, le dernier satellite occidental de son carnet de commandes. Après un report d'un mois suite à un incident qui avait endommagé un boîtier du lanceur lors d'une répétition dans le port de Long Beach, le Zenit 3SL n°37 a décollé de la plateforme Odyssey. Pour Sea Launch, le plus dur reste cependant à faire : rentrer un nouveau contrat, car son carnet de commandes actuel se limite à un seul lancement, en 2016, avec une charge utile double pour le compte de RKK Energiya, son actionnaire principal. Sea Launch dispose d'un lanceur qui pourrait être disponible pour un vol en janvier 2015, voire dès la fin 2014 si un client se manifestait rapidement. Cette opportunité de lancement pourrait notamment intéresser des opérateurs ayant réservé des lancements sur Proton. Le récent échec du lanceur russe qui a entraîné la destruction d'Ekspress AM-4R – un autre Eurostar 3000 d'Airbus – et les retards qu'il pourrait entraîner s'ajoutent aux incertitudes sur l'octroi de licences d'exportation pour les satellites occidentaux dans le cadre des sanctions contre Moscou liées à la crise ukrainienne, pour pousser les clients d'ILS à envisager une solution de rechange. Les manifestes d'Arianespace et de SpaceX étant pleins pour les deux ans qui viennent, Sea Launch pourrait donc apparaître comme un recours. Cette conjoncture favorable devrait cependant être de courte durée, car le Proton retournera en vol rapidement et la crise ukrainienne finira bien par s'éteindre.

[« Italy's New Space Chief Seeks To Close the Chapter on Corruption »](#)

The new president of the Italian Space Agency (ASI) said the agency's strategy and budget are stabilizing after months of upheaval following allegations of corruption in agency contract awards

and the forced resignation of the previous ASI president. Physics professor Roberto Battiston, in his first public remarks outside Italy after assuming his post May 17, said Italy will push for upgrades to the Italian-led Vega small-satellite launcher when European governments meet in December to determine future launcher strategy and contributions to the international space station. Addressing the Space Propulsion 2014 conference in Cologne, Germany, May 19, Battiston, who was a prime mover in the international Alpha Magnetic Spectrometer delivered to the international space station in 2011, said Italy would also seek assurances at the December meeting that the two-part ExoMars mission to Mars receives sufficient financial backing.

[« Optus 10 joue les trouble-fêtes chez Arianespace »](#)

Le prochain lancement d'Ariane 5, pour la mission VA218, va glisser à nouveau. Le satellite australien Optus 10, qui doit partager la coiffe avec le Malaisien Measat 3b, doit subir quelques vérifications de dernière minute. Le lancement de VA218 a déjà glissé du 28 mai au 6 juin, ce qui perturbe un peu la cadence mensuelle qu'Arianespace aimerait tenir tout au long de l'année, pour réussir à faire au moins douze missions : six d'Ariane 5, quatre de Soyouz et deux de Vega. Jusqu'ici, le pari était à peu près tenu : une première Ariane en février, une deuxième en mars, un Soyouz et un Vega en avril. Comme janvier, mai sera sans lancement. Après VA218 en juin, un Soyouz doit suivre le 10 juillet avec une grappe de satellites O3B puis le 25 juillet ce sera une Ariane 5 (VA219) avec le dernier cargo ATV, ce qui permettrait de rattraper le rythme pour enchaîner avec un autre Soyouz porteur d'une paire de Galileo vers le 21 août. Mais si Optus 10 devait manquer le rendez-vous et la prochaine Ariane 5 glisser inconsidérément vers la fin juin ou au-delà, le manifeste d'Arianespace serait chamboulé avec un effet domino sur les missions suivantes.

[« Japan Launches Newest Earth Observing Satellite »](#)

The Japan Aerospace Exploration Agency and Mitsubishi Heavy Industries Corp. successfully



launched the Advanced Land Observing Satellite-2 and four small secondary payloads May 24 from Tanegashima Space Center aboard an H-2A rocket, JAXA said. The launch, the 24th for Japan's workhorse H-2A, deployed the satellite, now called Daichi-2, into a 628-kilometer, near-polar orbit 15:47 minutes after liftoff. Daichi-2 is expected to make a significant contribution to Earth observation, especially disaster monitoring and assessment. Measuring 10 meters by 16.5 meters by 3.7 meters and weighing 2,200 kilograms, Daichi-2 is the successor to JAXA's Advanced Land Observing Satellite that operated from 2006 to 2011. The satellite was built by Mitsubishi Electric Corp.

« Un triplet militaire sur Rokot »

Une semaine à peine après l'échec de son lanceur Proton M/Briz M, GKNPTs Khrounitchev a effectué avec succès un lancement avec l'autre véhicule de sa gamme, le petit lanceur Rokot, depuis la base nordique de Plessetsk. Ce missile intercontinental UR-100 reconverti a été tiré de son conteneur installé sur l'ancien complexe de lancement Kosmos n°133 le 23 mai à 05h28 TU. Après plusieurs manœuvres, l'étage supérieur Briz KM a largué sur orbite à 07h12 TU un triplet de satellites de télécommunications tactiques Rodnik S de 225 kg chacun. Construits par ISS Rechetnev à Krasnoïarsk, les satellites de ce type - dérivés du système Strela - enregistrent les messages et les rediffusent une fois qu'ils sont en visibilité d'une station de réception au sol. C'est le troisième triplet Rodnik S déployé par Rokot en 18 mois. En janvier 2013, une anomalie au déploiement avait empêché une des trois satellites - Kosmos 2483 - de rejoindre son orbite opérationnelle. Les trois premiers satellites Rodnik S avaient été lancés au sein de triplets avec des satellites de génération antérieure en 2005 (sur Kosmos 3M), puis 2009 et 2010 (sur Rokot). Ce lancement est le 21e d'un Rokot KM depuis l'introduction de la version en mai 2000.

« ESA astronaut Alexander Gerst arrives at Space Station »

A Soyuz spacecraft launched last night from Baikonur cosmodrome in Kazakhstan docked with the International Space Station in the early hours of this morning. Onboard were ESA astronaut Alexander Gerst and his Expedition 40/41 crewmates, who will now live and work in space for the next six months. Flying with Alexander are Russian cosmonaut Maxim Suraev and NASA astronaut Gregory Reid Wiseman, demonstrating the value of international cooperation in space. Alexander's flight is the third visit of a German national to the orbital outpost and the sixth long-duration mission for an ESA astronaut.

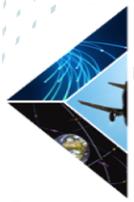
« Feu vert pour InSight, le prochain atterrisseur martien de la NASA ! »

La mission InSight (Interior Exploration Using Seismic Investigations, Geodesy and Heat Transport – Exploration intérieure à l'aide de recherches sismiques, de la géodésie et de mesures de flux de chaleur) va déposer un sismomètre sur la surface de Mars afin d'étudier sa structure et sa composition interne. Elle s'intéressera à la manière dont les planètes rocheuses se forment et développent une structure interne comportant un noyau, un manteau et une croûte. Elle collectera également des informations sur l'intérieur de la planète à l'aide d'instruments encore jamais utilisés avec succès sur Mars. InSight sera lancée depuis la base militaire américaine de Vandenberg (Californie) en mars 2016.

« ULA lance le quatrième Atlas de l'année »

Sur fond de possible interruption des livraisons de moteurs RD-180 par la Russie, United Launch Alliance (ULA) vient de réussir son quatrième lancement de l'année avec l'Atlas 5, dont le premier étage est propulsé par le sus-dit moteur.

ULA ne disposerait donc plus que de quinze moteurs en stock. Ce dernier lancement a été réalisé depuis Cape Canaveral le 22 mai à 13h09 TU avec une charge utile secrète du National Reconnaissance Office (NRO), l'agence américaine en charge des satellites espions. Selon les différentes écoles d'analystes, il s'agirait du huitième satellite de troisième génération (SDS-3-F8) ou du



troisième de quatrième génération (SDS-4-F3). Aucune donnée n'a été diffusée sur son orbite finale mais il devrait rejoindre les autres satellites du même type sur orbite géosynchrone. Avec les deux lancements de satellites GPS sur Delta 4M+ (4,2) les 21 février et 17 mai, ULA peut donc s'enorgueillir d'avoir enregistré six succès depuis le début de l'année.

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« La consolidation dans les télécoms « est urgente » selon Stéphane Richard, PDG d'Orange »

Stéphane Richard a été reconduit mardi à la tête d'Orange. Invité sur BFM Business, le patron du groupe a d'abord évoqué un "sentiment de fierté et de reconnaissance" de la part des actionnaires. Il a aussi estimé que le secteur des télécoms "est dans la convergence: on ne peut plus détacher l'internet fixe et mobile", soulignant au passage que Bouygues Télécom est l'acteur sur lequel cette convergence est la moins développée. "La vraie question est de se demander si, sur ce marché, il n'y a pas une opération intelligente à effectuer pour garder trois opérateurs en bonne santé, pour avoir les moyens d'investir", a-t-il poursuivi. Et Stéphane Richard de souligner qu' "il y a urgence" à consolider le secteur des télécoms français. "Après ce qui s'est passé autour de SFR et Numericable, c'est dans les semaines qui viennent que les choses doivent se décanter. Si quelque chose doit se passer, c'est certainement dans les semaines qui viennent que cela arrivera", a-t-il insisté. Le PDG d'Orange a également estimé que le secteur des télécoms a atteint un plancher en termes de prix. "On a atteint les limites. Les télécoms sont un domaine dans lequel l'idéologie du low cost provoque des ravages, notamment sociaux".

« Michel Combes, directeur général d'Alcatel-Lucent, appelle à une poursuite de la consolidation dans les télécoms »

Le patron d'Alcatel-Lucent appelle de ses vœux le rapprochement entre opérateurs. "Il est temps de réformer nos politiques de concurrence en Europe et de permettre la consolidation des acteurs, seule susceptible de libérer l'investissement", a-t-il déclaré à BFM mercredi.

Michel Combes s'inquiète de l'écart croissant à ce sujet entre l'Europe et les Etats-Unis.

« Le régulateur place le réseau de Free sous surveillance »

Free va devoir prouver qu'il est en mesure d'atteindre 75 % de couverture de la population début 2015. L'ARCEP envoie un message de fermeté à l'opérateur, mais aussi un signal politique à ses rivaux et aux pouvoirs publics. Jean-Ludovic Silicani est prêt à procéder à une mise en demeure anticipée de Free Mobile si le montant des investissements et le rythme d'implantation des antennes dévient de la trajectoire imposée. Enfin, elle va chercher à savoir auprès de tous les opérateurs s'ils parviennent à ouvrir de nouveaux sites d'antennes, combien de temps cela dure, etc. "Free a la baïonnette dans le dos, résume une source à l'Arcep, mais nous verrons quelle était la gravité du crime : s'il s'avère impossible de déployer un réseau, nous serons proportionnés dans la réponse". Autrement dit, pas question de mise en demeure anticipée si le déploiement rencontre trop d'obstacles. D'autant que "la balance de la justice doit être la même pour tout le monde" : en 2009, l'Arcep avait attendu deux ans avant de mettre en demeure Orange et SFR sur leurs engagements en 3G, et leur avait donné deux ans de plus pour rattraper leur retard.

« L'ARCEP ouvre des enquêtes sur les quatre opérateurs télécoms français »

Ouverture de cinq enquêtes administratives contre Free, Bouygues, SFR et Orange. Quelques semaines après avoir retrouvé son pouvoir de sanction, l'ARCEP veut s'assurer que les principaux opérateurs français respectent leurs engagements en termes de couverture 3G et de qualité de service. Ces enquêtes permettront au régulateur de recueillir les informations et documents nécessaires pour s'assurer du respect des obligations imposées, et pourraient mener à des sanctions.

L'Arcep veut par ailleurs savoir si SFR et Bouygues Telecom mettent en œuvre de bon cœur le partage de réseau passif promis il y a quelques mois, par contrat privé. L'Autorité va également demander à Orange pourquoi il n'a pas signé d'accords de ce type. L'Arcep veut par ailleurs savoir si SFR et



Bouygues Telecom mettent en œuvre de bon cœur le partage de réseau passif promis il y a quelques mois, par contrat privé. L'Autorité va également demander à Orange pourquoi il n'a pas signé d'accords de ce type. L'Arcep est aussi un peu agacée par la communication de SFR autour de la 3G. Cet opérateur est celui qui a pris les engagements les plus forts, avec 99,3% de couverture de la population à la fin 2013. Il affirme y être parvenu, mais l'Autorité, après avoir fait réaliser ses propres mesures, a un gros doute. Elle veut tirer l'affaire au clair, pour éviter le cas échéant que SFR communique sur le thème du "meilleur réseau 3G de France", devant Orange. L'Arcep va également s'intéresser à la couverture 3G des zones blanches. Par ailleurs, l'opérateur historique est visé dans deux enquêtes concernant son réseau fixe. L'Arcep veut savoir pourquoi la qualité de service s'est dégradée dans le cadre des offres de gros en direction des entreprises. Orange invoque les orages et les inondations en série.

« Atos rachète Bull, l'ex-gloire tricolore de l'informatique »

La SSII lance une OPA amicale à 620 millions d'euros sur le groupe. La transaction permettra à la société dirigée par Thierry Breton de flirter avec les 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires, mais aussi d'acquérir de nouvelles compétences dans le Cloud, le big data et la cybersécurité. Des activités en forte croissance et génératrices de marges confortables, sur lesquelles Atos souhaite justement accélérer.

« Contrôle fiscal pour Booking.com »

Le site de réservation d'hôtels est déjà dans le viseur du fisc. Le montage fiscal utilisé par le site est similaire à celui mis en place par plusieurs géants américains du net qui ont d'ores et déjà reçu un redressement fiscal. Le principe est simple: lorsque vous réservez un hôtel en France, vous faites affaire avec la filiale néerlandaise, et non avec la filiale française. Toute l'activité commerciale réalisée avec les internautes français et/ou les hôteliers français n'est donc pas déclarée en France. La filiale française, Booking.com France SAS, n'assure qu'une activité de support, et ne déclare donc au fisc français qu'un chiffre d'affaires

modeste (22 millions d'euros en 2012). De plus, la marge de la filiale française est aussi plafonnée. En effet, elle n'est qu'un sous-traitant de la filiale basée à Amsterdam. La rémunération reçue pour les prestations rendues à cette filiale néerlandaise est le coût du service rendu majoré d'une marge, indiquent les comptes. Résultat: sa rentabilité est donc faible: 9% de marge d'exploitation en 2012. Et donc l'impôt sur les bénéfices (IS) payé en France est tout aussi petit: seulement 577.054 euros en 2012.

« Orange et Bouygues Télécom réfléchissent à un rapprochement »

Après les fiançailles de SFR et Numericable, ce nouvel épisode commence d'emblée avec une surprise de taille, alors que tout le monde pariait sur un mariage Bouygues/Free. Mais Martin Bouygues ne peut pas se résoudre à une alliance avec les "romanichels" comme il appelle affectueusement Xavier Niel et ses salariés. Il y a toujours une question d'égo que les analystes avaient écartée. Stéphane Richard et Martin Bouygues se sont rencontrés, ils ont discuté d'un possible rapprochement. Très éventuel. En gros, "le dossier est instruit, mais on est très loin d'un accord". Dans la position d'Orange, c'est extrêmement compliqué. Certes, une offre pareille ne se refuse pas, mais on ne sait pas comment l'accepter. C'est l'opportunité de devenir un acteur absolument considérable sur le marché des télécoms, un méga-opérateur doté de 37 millions de clients et 56% du marché. Sauf que cela poserait quelques problèmes concurrentiels, à la fois en France et à Bruxelles.

~ EUROPE ~

« Fiscalité de l'économie numérique: le groupe d'experts de haut niveau présente son rapport final »

Le groupe d'experts sur la fiscalité de l'économie numérique a été mis en place à la suite des discussions menées lors du Conseil européen de mai 2013, au cours duquel les dirigeants européens ont souligné que des efforts devaient être consentis pour relever les défis de la fiscalité dans l'économie numérique. Ils ont présenté leur rapport le 28/05/2014. Les principales conclusions du



rapport sont, entre autres, les suivantes: Il peut s'avérer nécessaire d'adapter les règles actuelles pour tenir compte de la numérisation de notre économie. La numérisation facilite considérablement le commerce transfrontière. Il faut donc enlever les obstacles fiscaux, et créer un environnement plus favorable aux entreprises grâce à une réglementation fiscale neutre, simplifiée et coordonnée. L'évolution prochaine vers un système de TVA basé sur la destination pour les services numériques, ainsi que la simplification que le mini-guichet unique apportera aux entreprises sont accueillies très positivement.

« Tableau de bord de la stratégie numérique de l'UE pour 2014: le point sur la situation »

Selon de nouvelles données, 95 des 101 objectifs dans le domaine numérique que la Commission s'était fixés pour 2015 sont en passe d'être atteints, ce qui témoigne de progrès satisfaisants. Ainsi, les particuliers et les entreprises de l'UE utilisent davantage l'internet et font plus d'achats en ligne. Leur confiance dans les technologies numériques s'est renforcée, de même que leurs compétences dans ce domaine. Toutefois, bien souvent, notamment dans les zones rurales, ils ne disposent pas d'une connexion haut débit ultra rapide qui leur permettrait de satisfaire leurs aspirations en matière numérique. Par ailleurs, le déficit de compétences numériques annoncé reste très préoccupant.

« Concentrations: la Commission autorise le rachat de Telefónica Ireland par Hutchison 3G, sous réserve du respect de certaines conditions »

La concentration équivaldrait à regrouper les deuxième et quatrième plus importants opérateurs de réseau mobile en Irlande. Depuis son apparition en 2005, H3G – par l'intermédiaire de sa filiale Three – s'est révélé une force concurrentielle importante sur le marché irlandais, notamment en proposant des offres de données attrayantes aux consommateurs. La concentration éliminerait cette force et créerait une plus grande entreprise n'ayant que deux concurrents, Vodafone et Eircom. En outre, le marché se caractérise par des barrières élevées à l'entrée pour les nouveaux concurrents et par l'absence de puissance d'achat compensatrice

des consommateurs finaux. En conséquence, la Commission redoutait que l'opération de concentration, sous sa forme initiale, n'entraîne une hausse des prix et une diminution de la concurrence. Pour dissiper ces préoccupations, H3G a présenté des engagements fondés sur deux composantes: 1) Premièrement, H3G a présenté un ensemble de mesures visant à garantir l'entrée à court terme de deux opérateurs de réseau mobile virtuel (MVNO), dont l'un aurait la possibilité de devenir un opérateur de réseau mobile à part entière, par l'acquisition de fréquences à un stade ultérieur. 2) Deuxièmement, H3G a présenté un ensemble de mesures visant à garantir qu'Eircom reste un opérateur de réseau mobile compétitif en Irlande.

~ INTERNATIONAL ~

« Guerre des brevets : Apple et Google cessent les hostilités »

Deux poids lourds de la Silicon Valley, Apple et Google, ont décidé de mettre un terme aux procès qu'ils ont engagés l'un contre l'autre pour violation de brevets. Ceux-ci mettaient en cause la division Motorola Mobility rachetée par Google en août 2011 et contre laquelle Apple avait intenté un procès en 2010. Cette division vient d'être cédée au chinois Lenovo (la transaction n'est toutefois pas encore finalisée). Dans un communiqué commun, Apple et Google ont également indiqué qu'ils travailleraient ensemble pour faire évoluer la législation. Mais les deux sociétés n'iront pas jusqu'à concéder des accords de licences croisés.

« Google prêt à investir jusqu'à 3 milliards de dollars dans des satellites? »

Il s'agirait dans un premier temps de lancer sur orbite une flotte de 180 satellites afin de quadriller davantage des territoires qui ne peuvent pour l'instant pas se connecter au réseau mondial. À cette fin, le groupe aurait missionné pour ce projet Greg Wyler, fondateur d'une start-up spécialisée dans les satellites et baptisée 03b Networks. Pour "connecter l'humanité", Google a déjà lancé un projet baptisé "Project Loon" reposant sur l'envoi de ballons dans la stratosphère. En outre, il a annoncé en en avril l'acquisition de Titan



Aerospace, fabricant de drone fonctionnant à l'énergie solaire.

« La concentration des télécoms atteint un niveau préoccupant aux Etats-Unis »

La fusion d'AT&T et Direct TV s'ajoute à celles envisagées par Comcast et Time Warner ou par T-Mobile et Sprint. Régulateurs et parlementaires s'inquiètent de voir les télécoms se concentrer entre les mains de quelques géants. Ces trois mariages, annoncés au cours des derniers mois, risquent de bouleverser le secteur de la téléphonie, d'Internet et de la télévision. La concentration inquiète d'autant plus que les régulateurs américains s'appêtent à renforcer le pouvoir des câblo-opérateurs, en leur donnant le droit d'accorder, moyennant finance, une meilleure vitesse de trafic à certains sites Web, au détriment des autres.

« Gabon : Bouygues pour la fibre ? »

L'État gabonais devrait dévoiler le mois prochain, en juin, le vainqueur de l'appel d'offres international devant attribuer pour quinze ans la gestion du réseau national de fibre optique. Parmi les candidats en lice, Axione, filiale du groupe de BTP français Bouygues, apparaît comme le probable vainqueur, même si ses principaux concurrents, le coréen KTNetworks, l'espagnol Fenosa et l'ukrainien Data Group, ne désespèrent pas.

« Léger rebond des TIC au niveau mondial en 2013 »

Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a connu en 2013 un léger rebond de sa croissance mondiale à +3,2%, contre +2,8% en 2012, avec une progression particulièrement marquée des services internet, selon le rapport annuel de l'Institut de l'audiovisuel et des télécoms en Europe (Idate). Le continent européen est le seul à avoir subi une baisse de ce marché (-0,8%) l'an dernier à 874 milliards, alors que le marché nord-américain a progressé de 2,8%, l'Asie de 5,4%, l'Amérique latine de 6,1% et l'Afrique de 8,3%. Même si la tendance est toujours à plus de consommation et plus de trafic, les entreprises et le grand public restent prudents dans leurs dépenses. Et cette tension entre

une inflation des volumes et une guerre des prix pose des "défis pour l'industrie des TIC", souligne l'institut.

« L'UIT passe à l'action devant la croissance explosive des dispositifs de radiocommunication à courte portée »

Des experts et des Membres de l'UIT, en collaboration avec d'autres organisations, ont étudié l'harmonisation de l'utilisation du spectre pour optimiser le gain et l'efficacité des dispositifs à courte portée (SRD) en vue de leur adoption à l'échelle mondiale. Ces travaux sont indispensables pour faire face à la croissance explosive et à la prolifération transfrontière des dispositifs SRD et faciliter le développement de l'ultra large bande (UWB), qui permet d'atteindre des débits de données très élevés pour les communications, la localisation à haute résolution et les dispositifs d'imagerie.